

Le chômage est-il une fatalité ?

**Conférence-débat, organisée par le Collectif Front de Gauche de Vélizy-Viroflay-Jouy,
avec Henri Sterdyniak, co-animateur des Economistes Atterrés,
le 18 avril 2013**

Les apports du débat sont présentés dans les propos de Henri Sterdyniak résumés ci-dessous.

1. Les chiffres

Le chômage en pourcentage de la population active: Union Européenne 10,9%, France 10,6%, Italie 12%, Espagne et Grèce plus de 25%. Autriche, Allemagne, Pays Bas et Luxembourg sont autour de 5% (Source Eurostat). Avec d'autres définitions, l'Allemagne frise les 7%. Le chômage de masse est en train de devenir une réalité.

En France, le record date de 1997: 11% (nous y sommes déjà).

Sous le gouvernement Jospin, la croissance et les 35 heures firent reculer le chômage à 8%. Il remonta à 9,5% en 2005. Puis la croissance économique le fit descendre à un minimum de 7,5% en 2007. La crise le fit remonter à partir de 2008, et, depuis 2011, ce sont les politiques d'austérité qui nous ont menés au niveau actuel.

Le taux de chômage des hommes monte plus vite que celui des femmes: les premiers travaillent davantage dans les secteurs "exposés à la concurrence internationale".

Le taux de chômage des jeunes, à 26%, dépasse la moyenne européenne. En effet, on s'est aperçu que les préretraites coûtent plus cher que le chômage des jeunes.

2. Le rôle de la démographie et de la productivité

La productivité, effet du machinisme, augmente de 1% par an. Elle supprime de ce fait 150 000 emplois par an, si la croissance est nulle.

Parallèlement, la croissance démographique, et le recul de l'âge de la retraite, sont responsables de l'augmentation du nombre des actifs, soit 150 000 personnes.

Au total, il faudrait, pour seulement stabiliser le chômage, créer 300 000 emplois par an. Ceci correspond à une croissance de 1,5% par an. "Il faut de la croissance, mais nous ne l'avons pas !".

La question de la productivité est cruciale. Si son augmentation permet d'augmenter les salaires (conjoncture de croissance et de plein emploi), très bien. Mais dans une conjoncture de chômage de masse, que peut-elle apporter ?

Un rappel historique nous fera mieux comprendre la situation.

3. Mise en perspective historique pour expliquer le chômage

La croissance a lieu de 1945 à 1973. Dans cette période, le chômage est faible. La productivité du travail augmente, mais l'Etat pratique une politique de plein emploi, avec protection sociale et dépenses publiques, en accord avec le patronat, qui établit un compromis avec le travail: augmentation des salaires, embauches, investissements.

Puis le progrès technique connaît un ralentissement, donc la productivité augmente moins vite. Le système s'enraye ; c'est la crise de 1973, avec en plus le premier choc pétrolier. De 1973 à 1980, on essaye de continuer comme avant: maintenir le plein emploi, ce qui déclenche l'inflation. Les profits diminuent, et leur part dans la valeur ajoutée aussi.

L'année 1980 est cruciale: la rupture néolibérale est engagée. La finance prend le pouvoir sur l'industrie pour restaurer le capitalisme de manière agressive. L'objectif n'est plus le plein emploi, mais le profit, "la valeur pour l'actionnaire". Le chômage est utilisé comme une arme pour défaire le pouvoir des travailleurs. On peut ainsi dire que l'emploi devient un objectif secondaire !

La période 1980-2007 est donc celle du triomphe néolibéral. La mondialisation vient à point pour faire baisser les salaires, par l'alignement vers le bas. On devient compétitif quand le salaire est en-dessous du niveau de la productivité. Cette "compétitivité" attire alors les capitalistes investisseurs. Les pays à politique exportatrice, comme en Chine et en Asie du Sud-est, payent, logiquement, des bas salaires. Il apparaît que les perdants sont les pays qui ne sont pas compétitifs, faute de baisser leurs salaires. Mais si tous les pays baissaient de même leurs salaires, aucun ne serait compétitif !

Les perdants sont, chez les ménages, les pauvres qui se sont surendettés et ne peuvent plus rembourser, d'où la "crise des subprimes", qui éclate aux Etats-Unis, en 2007, puis qui atteint l'Europe, où apparaît la fracture entre l'Europe du Sud, la plus touchée, et l'Europe du Nord. Les causes sont la mondialisation financière, qui accroît les mouvements d'instabilité, et le crédit facile qui amplifie les opérations de bourse. La spéculation s'emballe : c'est la "bulle financière". De leur côté, les travailleurs, faute de salaires suffisants, consomment à crédit. Quand il faut rembourser, la bourse chute d'un côté, et la surproduction éclate de l'autre.

La crise financière signe la fin de la croissance artificielle fondée sur la Bourse et l'endettement.

Les classes dirigeantes se refusent à soutenir l'activité en augmentant les salaires, et combattent les prestations sociales et les dépenses publiques.

Donc, à partir de 2010, c'est l'austérité budgétaire qui tue la croissance. L'atonie de l'activité fait que les impôts ne rentrent plus, et aucune réforme d'ensemble ne vient y remédier. C'est pourquoi la dette et les déficits publics augmentent.

En Europe, la croissance est nulle.

4. L'inaction de l'Europe

L'Europe est indifférente au chômage, et ne voit que le risque d'inflation qu'entraînerait une relance au service du plein emploi. Mais, vu la baisse de la demande, ce risque est faible.

C'est ainsi que l'Europe n'a pas de politique industrielle: la vision social-démocrate a été battue par la vision libérale. L'Europe, dans laquelle les technocrates ont été mis au pouvoir, a pour politique la baisse des dépenses publiques et sociales et l'imposition du jeu de la concurrence sans entraves. Le pacte budgétaire entrave la liberté des Etats nationaux, mais l'Europe ne fait rien contre la crise et les spéculateurs. Elle n'a pas de stratégie commune. Le Nord "épargnant" accuse le Sud "dépendant".

La spéculation sur la dette du sud de l'Europe se donne libre cours: ces pays doivent emprunter à des taux supérieurs à ceux des pays du nord, jugés moins risqués. La zone Euro est donc fragilisée, par les risques de "défaut sur la dette" des pays du sud.

Au contraire, une vraie politique industrielle européenne pourrait lutter contre les déséquilibres économiques entre les pays européens. Inutile de viser à exporter au loin: le marché européen est vaste.

L'Euro est encore debout, mais il est surévalué (les spéculateurs savent que c'est la seule "valeur" défendue par l'Europe).

La politique allemande est le fondement de l'Euro fort: compression de la demande par des salaires bas et austérité. Mais en Allemagne, la pauvreté s'accroît et le chômage faible est un faux-semblant. La production ne peut qu'être exportée. La "compétitivité" ainsi comprise n'est pas généralisable (voir plus haut). Elle a été construite par l'Allemagne de G. Schröder, de 2000 à 2006. Les salaires augmentaient alors en France (et ailleurs en Europe): la demande extérieure était là !

5. La désindustrialisation, cause de chômage

La crise qui éclate en 2007 est donc une crise de l'Europe, minée par ses contradictions. L'Europe s'enfonce volontairement dans la crise, et fait signer le pacte européen par le Président F. Hollande, en juin 2012.

En France, du fait de la mondialisation, les industries de main-d'œuvre disparaissent depuis 30 ans: textile, jouet, électronique grand public... Ce sont 1,5 million d'emplois qui ont disparu.

La France est prise entre la concurrence des pays à bas salaires, et celle de l'Allemagne sur les produits plus "technologiques" ou "haut de gamme".

On entend proposer la "montée en gamme" des fabrications, par les hautes qualifications, la recherche, l'innovation... Mais c'est oublier que les entreprises des secteurs innovants créent peu d'emplois.

Il faut se battre aujourd'hui pour maintenir l'industrie, car nous en aurons besoin le jour où les salaires monteront dans les pays exportateurs.

De plus, une industrie forte reste indispensable pour le développement futur.

Enfin, il est très coûteux de recréer une activité disparue sans rien laisser.

6. La croissance, la ré industrialisation, la transition écologique, le développement durable

L'industrie doit innover, pour engager la transition écologique rendue nécessaire par la raréfaction des ressources naturelles et énergétiques.

Les économies d'énergie et la rénovation urbaine sont deux secteurs à développer.

On pourra aussi développer les soins aux personnes.

Suivre l'Allemagne n'est pas la solution. Il faut mettre en place un nouveau modèle de développement, plus égalitaire, incluant plus de services et d'activités non marchandes.

Voici des contraintes, mais pour les surmonter, nous pourrions trouver dans le monde des alliés, avec lesquels nous définirions un nouveau "sentier de développement". Il nous faut dire que le libéralisme ne peut pas marcher du fait de l'instabilité de la finance.

H. Sterdyniak a montré plus haut qu'il faut de la croissance pour sortir de l'ornière. Mais la croissance est décriée: l'auteur assume cette "contradiction". Le chômage pourrait être contenu à 6% ; alors disons-le: il faut créer des emplois ! Et des emplois verts, justement. A propos de l'aéroport de Notre Dame des Landes, justifié par ses partisans comme créant de l'emploi : mais qu'est-ce qui nous dit que dans 30 ans, cet équipement sera utile ?

Il est important de focaliser la politique de plein emploi sur la satisfaction des besoins de base. Mais aujourd'hui, certains emplois sont inutiles, mais "rentables", alors que la réponse aux besoins de base non satisfaits ne serait pas "rentable". Le capitalisme d'aujourd'hui est donc incapable de réindustrialiser le pays, dans le cadre d'une transition écologique.

Cette transition nécessite une politique volontariste.

7. Une économie régulée, et son financement

L'efficacité future de l'Accord National Interprofessionnel est considérée avec ironie.

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, 20 milliards qui viennent d'être donnés aux entreprises, également.

Nous avons tout d'abord besoin d'un contrôle public de la production.

L'ensemble du capitalisme est instable. La percée fulgurante du fabricant de téléphones mobiles Nokia, puis son déclin depuis 2011, résulte d'un phénomène de mode dans la consommation, auquel il faudrait remédier. La consommation a besoin d'être stabilisée, pour que la production se développe.

A l'échelle de l'Europe, qui décide ? La finance, mais par le complot ou par la bêtise ? L'organisation de la "Troïka" (Commission Européenne, BCE, FMI), sous la direction des "Gens compétents", relève du complot. Mais celui-ci est bien peu efficace, puisqu'on s'aperçoit à intervalles réguliers, qu' "il faut sauver la zone Euro".

Au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, les Banques centrales garantissent la dette publique, et les spéculateurs sont muselés. En France, non, et nous nous disons: "si nous ne rabotons pas les dépenses publiques, les marchés ne voudront plus nous prêter". Mais, dans le monde, des masses énormes de capitaux cherchent à s'employer, à trouver des emprunteurs: leurs détenteurs se contentent donc de taux très bas. Tant mieux pour nous, mais nous continuons à appliquer les préconisations européennes: baisse des dépenses sociales, et des retraites. L'Europe profite de la crise pour faire passer ces mesures d'austérité.

Mais elle ne publie pas la vraie liste des paradis fiscaux, responsables de la perte annuelle de 40 milliards d'euros en France, au bas mot.

Pour résoudre durablement toutes ces contradictions, nous devons donc sortir de la domination de la finance, avec un système bancaire organisé partout pour prêter à bas taux d'intérêt, comme dans les années 1950 et 1960.

Pour aider les créateurs d'emplois utiles, l'idée d'une Banque Publique d'Investissement est bonne. Mais, dans l'application, la BPI est une caricature ; elle n'ose pas combattre les banques privées.

Appelons à la création d'une grande Banque Nationale du Développement durable. Celle-ci récolterait l'abondante épargne existante, qu'elle rémunérerait à 2%, et prêterait à 3% aux entreprises. Il faut promouvoir les Caisses d'Epargne, qui peuvent financer efficacement la construction, sans déficit des finances publiques.

Alors, le chômage est-il une fatalité ? : oui, parce que la France est un petit pays dans le vaste monde et qu'elle est submergée par les contraintes des marchés financiers.

Mais, le chômage est-il une fatalité ? : non, parce que la France doit trouver des alliés dans le monde pour définir un nouveau sentier de croissance.

Remarque finale

Sur le site des Economistes Atterrés, vous pouvez poser des questions ; nous y répondrons.

(<http://www.atterres.org/>)